

Concertation 4^{ème} période CEE.

Contribution d'EDF suite aux modalités envisagées par la DGEC pour une prolongation de l'actuelle période d'obligation, pour l'année 2018, en y associant un relèvement de l'obligation.

La DGEC a présenté lundi 17 octobre aux acteurs du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie une proposition de modification de l'obligation pour la 3^{ème} période.

Selon cette proposition, la 3^{ème} période serait prolongée d'un an pour se terminer fin 2018, avec une obligation pour cette année 2018 de 550 TWhc pour les CEE « classiques » et de 100 TWhc pour les CEE « précarité ».

La DGEC a ensuite demandé aux participants à la Concertation sur la Quatrième Période du Dispositif des CEE, de se positionner sur l'une ou l'autre des deux options proposées :

- *prolongation de la 3^{ème} période avec renforcement de l'obligation en 2018, avec un niveau d'obligation en cohérence avec les gisements d'économies d'énergie identifiés par l'ADEME ;*
- *mise en œuvre de la 4^{ème} période dès 2018 avec des modalités techniques adaptées et un niveau d'obligation en cohérence avec les gisements d'économies d'énergie identifiés par l'ADEME.*

La position d'EDF est détaillée ci-dessous.

➤ **L'accélération brutale demandée est très difficilement atteignable.**

La proposition de la DGEC concentre sur 2018 une multiplication par 2,4 de l'obligation annuelle pour les CEE « classique » qui passerait de 233 TWhc/an sur 2015-2017 à 550 TWhc en 2018.

Cette accélération brutale paraît très difficilement atteignable compte tenu du niveau de production actuel des acteurs du dispositif et du temps imparti pour produire le complément demandé.

Compte-tenu de l'activité CEE constatée depuis le début de la 3^{ème} période (volume mensuel de certificats déposés), **il faudrait que les acteurs multiplient par plus de 3 leur production de certificats**, dès début novembre 2016, et maintiennent ce niveau pendant les 20 prochains mois.

Cette hausse brutale de l'obligation sur 2018 pèserait très fortement sur les prix, créant des effets d'aubaines sur certaines opérations. Rien que pour couvrir l'augmentation des coûts CEE résultant de cette hausse, **EDF estime qu'il conviendrait d'augmenter au 1^{er} janvier 2018 le Tarif Bleu Résidentiel d'environ 1,7 %.**

➤ **La LTECV a fixé un calendrier raisonnable qu'il faut respecter**

La LTECV prévoit que la 3^{ème} période s'achève fin 2017 et soit suivie d'une quatrième période 2018-2020.

Ce calendrier permet aux obligés d'identifier les programmes pertinents, de programmer des actions qui se déploieront dans la durée et d'adapter leurs moyens aux objectifs de la quatrième période. Ce calendrier évite de faire de 2018 une année couperet et de déstabiliser gravement le dispositif.

Le respect du calendrier fixé par la Loi en 2015 conférerait de la stabilité et de la visibilité aux acteurs, et conforterait le dispositif.

➤ **Fixer une obligation ambitieuse et cohérente avec les objectifs PPE pour la quatrième période**

Le scénario de référence de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), cohérent avec le scénario de référence de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), comprend une trajectoire CEE (classique) de **333 TWhc/an** à partir du 1^{er} janvier 2018, maintenu jusqu'en 2035¹. **Ce scénario ambitieux, constitue déjà une augmentation de plus de 40 % l'obligation CEE Classique par rapport à son niveau actuel.**

Il a été construit de façon à satisfaire les obligations fixées par la LTECV et intègre par exemple l'atteinte de l'objectif de réduction de 40% des émissions de GES en 2030 par rapport à 1990.

Il va au-delà des objectifs fixés à la France par la Directive Efficacité Energétique. C'est ce qu'indiquait la DGEC lors de la concertation pour la 3^{ème} période, comme en témoigne cet extrait de la Proposition d'Orientation de la DGEC du 13 février 2015 (page 5) :

Sur la base d'une consommation d'énergie finale, hors transports, de 105,8 Mtep en moyenne (source : bilan énergétique de la France 2010 et 2011), cela correspond donc pour la France à des économies annuelles de $105,8 \times 0,015 = 1,59$ Mtep, soit $1,59 \times 11,628 = 18,45$ TWh d'énergie finale par an. D'après le bilan effectué par l'ADEME sur les opérations menées entre 2006 et 2011, la durée de vie moyenne des actions d'économies d'énergie réalisées dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie est de 12,8 ans : si on prend l'hypothèse d'une répartition similaire des opérations en troisième période, l'objectif annuel est donc de $18,45 \times 12,8 = 236$ TWh cumac, soit un objectif triennal de $236 \times 3 = 708$ TWh cumac. En utilisant une ou plusieurs des flexibilités permises par la directive à la hauteur maximale de 25 %, l'objectif pour la troisième période est ramené à $708 \times 0,75 = 531$ TWh cumac.

Ces données sont probablement minorées au regard de l'évolution de la durée de vie moyenne des opérations réalisées qui augmente avec la part de plus en plus importante de l'isolation (opération d'une durée de vie conventionnelle de 35 ans contre 16 ans pour les systèmes thermiques), il est recommandé de majorer le résultat du calcul pour être sûr de bien obtenir les 18,45 TWh d'économies d'énergie par an. Un objectif pour la troisième période fixé à 600 TWh cumac permet ainsi de prendre la marge nécessaire pour s'assurer que l'objectif contraignant de la directive est bien atteint.

Le niveau d'obligation annoncé par la DGEC pour 2018 (550 TWhc) est plus d'1,6 fois supérieur à ce scénario SNBC/PPE. Il ne saurait donc constituer la référence pour construire un objectif d'obligation 4^{ème} période.

¹ Annexe à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, page 9.

Aucun élément ne permettait aux acteurs d'anticiper un tel dépassement en 2018 des objectifs SNBC/PPE. Les coûts correspondants n'ont donc pas pu être pris en compte dans les offres de fourniture d'énergie aux clients finaux pour 2018, en grande part déjà commercialisées, et seront donc une perte sèche pour de nombreux obligés.

EDF a bien pris note de l'évaluation faite par l'ADEME des gisements de CEE à l'horizon de la quatrième période. Cette évaluation repose sur l'hypothèse, très contestable, que le dispositif CEE – et à travers lui les consommateurs d'énergie – subventionne à l'avenir 80 % des opérations d'efficacité énergétique réalisées dans le bâtiment par des professionnels (contre 40 % environ aujourd'hui) ainsi que 100 % des opérations réalisées dans l'industrie.

Le dispositif CEE est un moyen pour atteindre les objectifs d'économie d'énergie fixés par la Loi. C'est le sens de la trajectoire évoquée dans le cadre de la PPE, à hauteur de 333 TWhc/an pour les CEE classiques. Le dispositif CEE n'a pas vocation à organiser la subvention par les consommateurs d'énergie de toutes les opérations d'efficacité énergétique qui se réalisent dans le pays.

Par ailleurs, concernant les CEE Précarité, EDF considère qu'on ne dispose pas de retour d'expérience suffisant à date sur cette nouvelle obligation spécifique pour justifier son augmentation.

* * *

La proposition d'EDF en résumé :

- **maintien du calendrier prévu par la loi avec une fin de la 3^{ème} période au 31/12/2017 et une quatrième période comprise entre le 01/01/2018 et le 31/12/2020 ;**
- **fixation dès fin 2016 du niveau d'obligation pour cette 4^{ème} période à un niveau cohérent avec le scénario SNBC/PPE de 333 TWhc/an pour les CEE « classiques » et en continuité avec la 3^{ème} période pour les CEE « précarité ».**